ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux appareils de test de l'haleine qui détectent le niveau d'imprégnation alcoolique dans l'air alvéolaire expiré", a donné le 4 janvier 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 27 december 1990 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de adem-testtoestellen die het niveau van de alcoholopname in de uitgeademde alveolaire lucht aangeven", heeft op 4 januari 1991 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

A la fin de l'alinéa 1er, il faudrait écrire : "... notamment l'article 59, § 4, modifié par la loi du 18 juillet 1990;".

Compte tenu des articles 1er et 5 du dispositif, il y a lieu de compléter le préambule par l'insertion de deux nouveaux alinéas, qui deviendront les alinéas 2 et 3, rédigés comme suit :

"Vu la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure, notamment l'article 22;

Vu la loi du 18 juillet 1990 modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, et la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, notamment l'article 39;".

Le troisième alinéa, devenant le cinquième, devrait être rédigé comme suit :

"Considérant que les Exécutifs ont été associés à l'élaboration du présent arrêté conformément ... (la suite comme au projet)".

Un sixième alinéa devrait être inséré, rédigé comme suit :

"Vu l'accord de Notre ministre du Budget donné le 24 décembre 1990;".

Compte tenu de l'article 5 du projet dont le fondement se trouve dans la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure, l'arrêté en projet doit être proposé et contresigné par le Ministre des Affaires économiques.

Dispositif.

Article 1er.

L'adverbe "uniquement" n'est pas nécessaire et doit être omis.

Article 2.

L'article 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux appareils de test de l'haleine lorsqu'ils sont utilisés en application de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968" (1).

Article 3.

La fin de l'article 3 serait mieux rédigée comme suit :

"..., des appareils électroniques de test de l'haleine peuvent également être utilisés aux conditions prévues par le présent arrêté".

Article 4.

La subdivision d'un article doit se faire par 1E, 2E, 3E etc ..., ceux-ci étant eux-mêmes éventuellement subsidiés en a), b), c), etc ... .

Article 5.

A l'alinéa 1er, il faudrait écrire : "... soumis à approbation de modèle.".

---

(1)Il n'est pas d'usage d'indiquer, dans le corps d'un texte, les modifications subies par une loi à laquelle il fait référence.

A l'alinéa 2, il convient d'omettre les mots "du présent arrêté".

L'observation vaut pour l'article 6, alinéa 2, et l'article 13, alinéa 1er.

Article 6.

Les mentions de l'Institut belge pour la sécurité routière qui sont faites à l'alinéa 2 et à l'article 7, doivent omettre le sigle a.s.b.l. Mieux vaut écrire : "... l'Institut belge pour la sécurité routière, ci-après dénommé "l'Institut""; cela permettra d'éviter de répéter le titre entier.

Le texte suivant est proposé pour l'article 6, alinéa 2 :

"Pour l'étude et les essais préalables d'approbation de modèle, trois exemplaires du modèle avec leurs accessoires, chacun accompagné de la documentation prévue aux points 11 et 12 de l'annexe, sont remis à l'Institut belge pour la sécurité routière, ci-après dénommé "l'Institut"".

Article 7.

Au début de l'alinéa 1er, il faut écrire :

"Art. 7. L'Institut procède à l'étude et aux essais préalables d'approbation de modèle ... (la suite comme au projet)".

A l'aliéna 2, les termes "sont à charge du demandeur et" doivent être omis, répétant une règle déjà contenue dans l'article 59, § 4, nouveau, de la loi coordonnée relative à la police de la circulation routière. Au cas où l'intention des auteurs du projet serait de ne pas faire correspondre la notion de demandeur d'approbation de modèle et celle de fabricant prévue par la loi, le Roi excéderait l'habilitation qui Lui est donnée par la disposition précitée (2).

A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire :

"Les frais de l'étude et des essais préalables sont dus à l'Institut".

---

(2)Concernant la rédaction de l'article 59, § 4, de la loi, l'avis L. 19.389 du 18 octobre 1989 avait émis l'observation suivante :

"Dans le paragraphe 3, il y a lieu d'écrire "aux frais des fabricants, importateurs ou distributeurs qui demandent l'homologation", au lieu de "aux frais des demandeurs"".

Cette suggestion a été suivie par le législateur.

Article 8.

A l'alinéa 1er, les mots "ou refusée" doivent être omis, le pouvoir de délivrer une autorisation impliquant celui de la refuser.

Les alinéas 2 et 3 seraient mieux rédigés comme suit :

"Chaque approbation accordée comporte l'attribution d'une marque d'approbation nationale, composée de la lettre B suivie d'un numéro. Cette marque ne peut être attribuée qu'une seule fois et pour un seul modèle d'appareil.

Chaque appareil doit être conforme au modèle approuvé et être ... (la suite comme au projet)".

On s'inspirera de cette rédaction pour celle des articles 11 et 13.

Article 10.

Suivant l'article 59, § 1er, alinéa 2, de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 :

> "Les personnes visées aux 1E, 2E et 3E de l'alinéa précédent bénéficient, à leur demande, d'un ajournement de l'épreuve respiratoire d'une demi-heure à condition qu'elles restent pendant ce temps sous la surveillance de la police ou de la gendarmerie".

L'article en projet réduit ce temps d'attente à quinze minutes. L'habilitation donnée au Roi par l'article 59, § 4, nouveau de "fixer des modalités particulières d'utilisation de ces appareils" ne peut être interprétée comme autorisant le Roi à abroger la disposition législative précitée, qui demeurera évidemment en vigueur, aussi longtemps que l'ensemble de l'article 59 nouveau n'aura pas été mis lui-même en vigueur, ce que l'article 1er s'abstient de faire.

L'article 10 doit donc être omis.

Article 14 (devenant l'article 13).

L'article, qui ne fixe pas de date d'entrée en vigueur, n'a d'objet que si cette fixation s'écarte de la règle de droit commun. Le Conseil d'Etat, section de législation, n'en aperçoit pas la nécessité.

Article 15 (devenant l'article 14).

Pour les raisons exposées à propos du proposant, l'exécution de l'arrêté en projet devrait être confiée aussi au ministre des Affaires économiques.

*

OBSERVATION FINALE.

Le projet, dans son texte français, abuse de majuscules, notamment dans la dénomination de l'Institut belge pour la sécurité routière.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

Aan het slot van het eerste lid schrijve men : "... inzonderheid op artikel 59, § 4, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1990;".

Gelet op de artikelen 1 en 5 van het bepalend gedeelte dient de aanhef te worden aangevuld met twee nieuwe leden, die het tweede en het derde lid worden en geredigeerd zijn als volgt :

"Gelet op de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen, inzonderheid op artikel 22;

Gelet op de wet van 18 juli 1990 tot wijziging van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, en van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, inzonderheid op artikel 39;".

Het derde lid, dat het vijfde wordt, zou moeten worden geredigeerd als volgt :

"Overwegende dat de Executieven bij het ontwerpen van dit besluit zijn betrokken overeenkomstig ... (voorts zoals in het ontwerp);".

Een zesde lid zou moeten worden ingevoegd, geredigeerd als volgt :

"Gelet op het akkoord van onze minister van Begroting, gegeven op 24 december 1990;".

Gelet op artikel 5 van het ontwerp, dat rechtsgrond vindt in de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen, moet het ontworpen besluit worden voorgedragen en medeondertekend door de minister van Economische Zaken.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Het bijwoord "alleen" moet als overbodig vervallen.

Artikel 2.

Artikel 2 zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 2. Dit besluit geldt voor de ademtesttoestellen wanneer ze worden gebruikt met toepassing van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968" (3).

(3)Het is niet gebruikelijk om in een tekst zelf de wijzigingen te vermelden die zijn aangebracht in een wet waarnaar wordt

Artikel 3.

Het slot van artikel 3 zou beter worden geredigeerd als volgt : ", kunnen eveneens elektronische ademtesttoestellen worden gebruikt onder de in dit besluit gestelde voorwaarden".

Artikel 4.

Een artikel moet worden ingedeeld in 1E, 2E, 3E enz., zelf eventueel verder onderverdeeld in a), b), c), enz.

Artikel 5.

In het eerste lid schrijve men : "... onderworpen aan modelgoedkeuring".

In het tweede lid dienen de woorden "tot dit besluit" te vervallen.

De opmerking geldt ook voor artikel 6, tweede lid, en artikel 13, eerste lid, waar twee keer de woorden "bij dit besluit" moeten vervallen.

---

verwezen.

Artikel 6.

In de vermelding van het Belgisch Instituut voor de Verkeersveiligheid in het tweede lid en in artikel 7, moet de afkorting "v.z.w." vervallen. Het zou beter zijn te schrijven : "... het Belgisch Instituut voor de Verkeers-veiligheid, hierna "het Instituut" genoemd"; zo hoeft de volledige benaming niet te worden herhaald.

Voor artikel 6, tweede lid, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Voor de studie en de voorafgaande proeven van modelgoedkeuring worden drie exemplaren van het model met toebehoren, elk vergezeld van de documentatie bepaald onder de punten 11 en 12 van de bijlage, bezorgd aan het Belgisch Instituut voor de Verkeersveiligheid, hierna "het Instituut" genoemd".

Artikel 7.

In het begin van het eerste lid schrijve men :

"Art. 7. Het Instituut voert de studie en de voorafgaande proeven van modelgoedkeuring uit en mag, onder eigen toe-zicht en op eigen verantwoordelijkheid ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In het tweede lid moeten de woorden "vallen ten laste van de aanvrager en" vervallen omdat ze een voorschrift herhalen

.../...

dat al vervat is in het nieuwe artikel 59, § 4, van de gecoördineerde wet betreffende de politie over het wegverkeer. Als het de bedoeling van de stellers van het ontwerp zou zijn het begrip "aanvrager van modelgoedkeuring" en het in de wet gebruikte begrip "fabrikant" niet met elkaar te doen overeenstemmen, zou de Koning de machtiging die Hem door de bovengenoemde bepaling wordt verleend, overschrijden (4).

In het tweede lid schrijve men :

"De kosten van de studie en van de voorafgaande proeven van modelgoedkeuring moeten aan het Instituut worden betaald".

Artikel 8.

In het eerste lid moeten de woorden "of geweigerd" vervallen omdat de bevoegdheid om een vergunning te verlenen de bevoegdheid inhoudt om ze te weigeren.

Het tweede en het derde lid zouden beter worden geredigeerd als volgt :

"Elke verleende goedkeuring houdt in dat een nationaal goedkeuringsmerk wordt toegekend, bestaande uit de

---

(4)Over de redactie van artikel 59, § 4, van de wet was in advies L. 19.389 van 18 oktober 1989 de volgende opmerking gemaakt :

"In paragraaf 3 schrijve men in plaats van "op kosten van de aanvragers", "op kosten van de fabrikanten, invoerders of verdelers die de homologatie aanvragen"".

Dat voorstel is door de wetgever opgevolgd.

letter B, gevolgd door een nummer. Dat merk kan slechts eenmaal en voor één enkel model worden toegekend.

Elk toestel moet overeenstemmen met het goedgekeurde model en ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Deze redactie dient als voorbeeld voor die van de artikelen 11 en 13.

Artikel 10.

Volgens artikel 59, § 1, tweede lid, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968 :

"(bekomen) de in 1E, 2E en 3E van het vorige lid bedoelde personen op hun verzoek een half uur uitstel van de ademtest mits zij zolang onder het toezicht van de politie of van de rijkswacht blijven".

Het ontworpen artikel beperkt die wachttijd tot vijftien minuten. De door het nieuwe artikel 59, § 4, aan de Koning verleende machtiging om "bijzondere gebruiksmodaliteiten van deze toestellen vast (te) stellen" kan niet zodanig worden uitgelegd dat ze de Koning machtigt om de hierboven geciteerde wetsbepaling op te heffen; die bepaling zal uiteraard van kracht blijven zolang het volledige nieuwe artikel 59 zelf niet in werking zal zijn gesteld, wat in artikel 1 niet wordt gedaan.

Artikel 10 moet dus vervallen.

Artikel 14 (dat artikel 13 wordt).

Het artikel, dat geen datum van inwerkingtreding vaststelt, heeft slechts nut als die vaststelling afwijkt van de regel van het gemene recht. De Raad van State, afdeling wetgeving, ziet de noodzaak daarvan niet in.

Artikel 15 (dat artikel 14 wordt).

Om de redenen die bij het voordrachtformulier zijn uiteengezet, zou de uitvoering van het ontworpen besluit ook moeten worden opgedragen aan de minister van Economische Zaken.

*

SLOTOPMERKING.

In de Franse tekst van het ontwerp wordt overdreven gebruik gemaakt van hoofdletters, in het bijzonder in de benaming "l'Institut belge pour la sécurité routière".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président,
de Heren : voorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
M. HANOTIAU, staatsraaden,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlan-daise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. VANHAEVERBEEK, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-F. NEURAY, référendaire adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. VANHAEVERBEEK, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-F. NEURAY, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.